# le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494 Le 02 décembre 2016 N° 429 PRIX : 0,60 Euro


## Tchad

# Face à la crise qui perdure, les travailleuses décident à leur tour de descendre dans la rue


- **Sommaire au verso**

## sommaire


### Éditorial

**Tchad:** Face à la crise qui perdure, les travailleuses décident à leur tour de descendre dans la rue

*Page 3*
**Mali : Le procès houleux de l'ex-capitaine putschiste Sanogo fait peur au pouvoir**

*Page 5*
**Côte d'Ivoire** : Oeuvrer pour une lutte d'ensemble des travailleurs

*Page 8*
**Éthiopie : État d'urgence et renforcement de la répression**

*Page 9*
**Madagascar: Sommet de la francophonie à minima et dans l'indifférence de la population**

*Page 11*
**Cuba : Les dirigeants impérialistes et leur haine contre F. Castro**



### Abonnement

**France** : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

**Autres pays : n**ous consulter

### Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

### Site internet:


# Editorial _____ p.2

## Tchad

### *FACE À LA CRISE QUI PERDURE, LES TRAVAILLEUSES DÉCIDENT À LEUR TOUR DE DESCENDRE DANS LA RUE*

*Des travailleuses, regroupées au sein du* « Comité national des femmes de l'Union des syndicats du Tchad (UST) » *sont entrées en lutte au Tchad pour réclamer le versement des salaires et des conditions d'existence décentes. Réunies le 28 novembre en assemblée générale à la Bourse du travail de Ndjaména, elles ont décidé le principe d'une* « marche pacifique » *nationale le 6 décembre prochain pour soutenir la « plateforme revendicative » de l'UST. À cette assemblée, la Présidente du Comité a notamment déclaré :* «Les femmes souffrent beaucoup à cause de cette situation de grève sans salaires. Nos enfants ne vont plus à l'école, les femmes ne peuvent pas aller à l'hôpital, elles meurent en accouchant, les enfants meurent parce qu'ils sont malades, donc nous en avons assez !».

*Ce n'est pas la première fois que les femmes tchadiennes interviennent dans la lutte politique et syndicale. L'une des plus marquantes manifestations de rue des femmes dans tout le pays remonte au 16 février 1992, à la suite l'assassinat de Joseph Béhidi, vice-président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme par des sbires du régime. À l'annonce de sa mort, des milliers de femmes auxquelles se sont joints des jeunes, étaient descendues dans la rue, les mains posées sur la tête en signe de deuil, pour dénoncer le climat d'insécurité qui régnait dans le pays. Idriss Deby qui prit le pouvoir en décembre 1990, avec le soutien actif du gouvernement français, a eu peur de le perdre. Il n'a pas l'habitude d'hésiter à recourir à la violence contre ses opposants lorsque son régime est menacé mais les femmes ont aussi montré que lorsqu'elles sont en colère, elles ne se laissent pas intimider par les sbires du régime.*

*Rappelons que la* « plateforme revendicative » *de l'UST est un ensemble de mesures revendicatives des travailleurs comme l'augmentation générale des salaires pour faire face à la hausse incessante des prix des denrées de première nécessité, le versement régulier des salaires et le paiement des arriérés.*

*Au lieu de satisfaire ces revendications légitimes, le gouvernement n'a fait que jeter de l'huile sur le feu. Sous prétexte de faire face à la crise due à la baisse des revenus pétroliers, mais en réalité à cause de la dilapidation des fonds publics par Deby et son clan, le gouvernement a uni-*

*latéralement pris 16 mesures drastiques et impopulaires dont la suppression de 80 % des primes et indemnités des fonctionnaires et des agents de l'État pour une période de 18 mois. C'est ce qui a poussé l'UST à lancer une grève générale qui dure depuis trois mois. Le bras de fer UST-Gouvernement continue jusqu'à présent.*

*Pourtant l'argent pour payer tous les fonctionnaires et agents de la Fonction publique existe bel et bien, mais dans les poches de Deby, son clan et sa famille. Prenons par exemple le cas des deux neveux de Deby. L'un est placé depuis 2013 à la tête de la cimenterie de Baoré, localité située à 40 km de la ville de Pala, au Sud. Ce grand complexe industriel construit par une entreprise chinoise abrite à la fois les installations de l'usine, les bureaux et les logements pour les employés. Les 900 millions de francs CFA de recettes par mois que touche ce neveu vont directement dans un compte personnel. Sa propre entreprise, la SIMCOBAT s'est vue attribuer toutes les tâches au sein de la cimenterie : entretien, nettoyage, gardiennage, etc.*

*L'autre neveu a fait main basse sur les recettes que rapporte l'aéroport international de Ndjaména qu'il voulait privatiser mais son oncle Deby s'y est opposé. Néanmoins, il bénéficie gracieusement des 400 millions de recettes mensuelles.*

*Tout cet argent, s'il était confisqué, pourrait servir à payer en partie, voire même en totalité, les salaires des fonctionnaires et agents de l'État. Mais il ne faut pas attendre cela d'Idriss Deby car il y va des intérêts de son clan et de sa famille. Espérons qu'un vent de mécontentement de la part des travailleurs et des classes pauvres puisse balayer un jour ces sangsues au pouvoir et que les travailleurs aient toujours leur mot à dire indépendamment d'autres catégories sociales et surtout des politiciens qui pourraient s'appuyer sur leur lutte pour parvenir au pouvoir.*

# Mali

## *LE PROCÈS HOULEUX DE L'EX-CAPITAINE PUTSCHISTE SANOGO FAIT PEUR AU POUVOIR*

Depuis le 30 novembre dernier a débuté le deuxième procès d'Amadou Haya Sanogo. Il s'agit de l'ancien capitaine de l'armée malienne qui a renversé l'ex-président Amadou Toumani Touré, le 21 mars 2012. Sanogo n'est resté au pouvoir que quelques semaines puisque le 12 avril de la même année, il a été écarté sous la pression de la France, ancienne puissance coloniale, au profit de Dioncounda Traoré devenu président par intérim et chargé de procéder à une élection. Le capitane Sanogo a été néanmoins bombardé « *général de corps des armées* » par son successeur avant d'être inculpé de "*meurtres et assassinats*" puis écroué à la suite d'un premier procès qui a eu lieu à Bamako le 27 novembre 2013.

Depuis son arrestation, des enquêteurs ont découvert un nouveau charnier dans lequel ses partisans avaient enterré le corps des soldats qui avaient tenté de faire un contrecoup d'État.

Avec ce nouveau fait aggravant, le gouvernement malien a donc décidé de le juger, lui et 16 de ses partisans, une deuxième fois. Mais cette fois-ci, le pouvoir a préféré que le procès ait lieu à Sikasso, ville située à environ 400 kilomètres de la capitale. La raison est que l'ancien putschiste

continue de bénéficier d'une certaine sympathie d'une partie de l'armée ainsi qu'au sein de la population.

*Le capitaine Sanogo, auteur du putsch du 21 mars 2012*

La tenue du procès à Bamako aurait pu mal tourner contre l'actuel président IBK (Ibrahim Boubacar Keïta) dont la popularité est au plus bas du fait de son incapacité de faire face à la rébellion dans le nord du pays. Une partie de plus en plus importante de la population lui reproche sa « *mollesse* » envers les mouvements armés touareg et réclame une intervention militaire plus accrue à la place des accords de paix qui restent sans lendemain. Ce même sentiment existe aussi au sein de l'armée dont certains cadres se disent prêts à en découdre avec la rébellion touareg.

Malgré l'éloignement du procès à Sikasso, de nombreux sympathisants de Sanogo ont fait le déplacement pour y assister. Certaines rues de la ville ont été ornées de portraits du principal accusé. Le tribunal étant trop petit pour accueillir autant de monde, les autorités ont décidé de faire le procès dans la salle de spectacle pouvant contenir 1000 personnes. Les interventions de Sanogo étaient tellement applaudies par la foule que les juges ont dû reporter deux fois la séance. La dernière a eu lieu le vendredi 2 décembre mais les conclusions n'ont pas encore été rendues publiques.

Manifestement, le pouvoir d'IBK craint Sanogo même s'il est encore sous les verrous. L'armée est la seule force sur laquelle l'actuel président peut s'appuyer mais elle a mainte fois démontré depuis le renversement du premier président civil malien Modibo Keïta (renversé en 1968 par Moussa Traoré, alors lieutenant), que c'est aussi elle qui fait et défait le pouvoir par des coups d'État, sous la surveillance de Paris.

# Sénégal-France

## *UN TAPIS ROUGE POUR MACKY SALL DES CONTRATS JUTEUX POUR LE PATRONAT FRANÇAIS*

Le président sénégalais Macky Sall est attendu à Paris pour une visite officielle. Il sera reçu en grande pompe à l'Élysée, à Matignon, au Sénat, à la mairie de Paris, etc. On lui déroulera le tapis rouge à chacun de ses déplacements. Il sera nommé « *membre associé de l'Académie des sciences d'outre-mer* » ainsi que « *docteur honoris causa* » du Conservatoire national des arts et métiers.

Le patronat français se frotte déjà les mains car il y aura, parait-il, la signature de nombreux contrats juteux entre la France et le Sénégal. L'entreprise Alstom a déjà obtenu le chantier du train express régional qui doit relier Dakar au nouvel aéroport international Blaise-Diagne. Il a déjà commencé mais d'autres contrats sont attendus, notamment dans le domaine de la pêche ou du gaz dont on vient de découvrir un important gisement au large du Sénégal. Cela ne mérite-t-il pas fanfare, tapis rouge, décorations… et peut-être quelques bakchichs en toute discrétion ?

# Côte d'Ivoire

## *ŒUVRER POUR UNE LUTTE D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS*

Les fonctionnaires ont fait une grève, du 7 au 11 novembre. Plusieurs secteurs ont été touchés : hôpitaux, écoles et administration.

Ce qui a déclenché la grève, c'est une attaque du gouvernement contre les travailleurs de la Fonction publique. Leur pension de retraite a baissé, alors que la cotisation qu'ils payent tous les mois a augmenté. Le gouvernement veut ramener la retraite dans le service public au niveau du secteur privé, au lieu de faire l'inverse !

Les travailleurs ont profité de ce mouvement pour avancer des revendications accumulées depuis des années. Parmi elles, il y a l'intégration dans la Fonction publique des journaliers employés par l'État. En effet, de nombreux travailleurs ont un statut de journalier, aussi bien dans les hôpitaux que dans l'administration ou dans les écoles, alors que certains ont plusieurs années de service. Parmi eux, il y en a qui continuent à être payés à l'ancien Smig et n'ont pas bénéficié des 8% d'augmentation décidée pourtant par le gouvernement lui-même et théoriquement effective depuis janvier 2015.Les enseignants, de leur côté, exigent le paiement de certains arriérés qui leur sont dus.

L'État ne manque pourtant pas d'argent pour payer grassement ses ministres, ses députés et ses hauts dignitaires à hauteur de plusieurs millions de francs chacun tous les mois, sans compter leurs voitures luxueuses et villas de haut standing au frais de la princesse ! Il sait trouver les milliards de francs pour doter ses forces armées en armement et en équipement modernes.

De même que le gouvernement trouve aussi de l'argent quand il s'agit de financer les gros capitalistes. Ainsi, la plupart des grosses entreprises bénéficient d'exonération de la TVA et souvent même des droits de douanes. Tout cela coûte des centaines de milliards de francs.

La vérité, c'est que le gouvernement enlève de la poche des travailleurs pour remplir les coffres des riches et engraisser les parasites au pouvoir !

Face aux grévistes, le gouvernement refuse pour l'instant de satisfaire leurs revendications en qualifiant leur grève d'« illégale ». Il a même menacé de couper leurs salaires s'ils ne reprenaient pas le travail. En somme, le gouvernement se comporte avec le même mépris envers les travailleurs comme n'importe quel capitaliste qui exploite dans le bâtiment ou dans les zones industrielles !

Ces menaces n'ont pas empêché la grève d'être reconduite dès la semaine qui a suivi, du 16 au 18 novembre, à l'université de Cocody, par l'Intersyndical du Personnel administratif et technique (Pat).

Les grévistes ont repris le travail mais ce n'est pas sans avoir auparavant mis en garde le gouvernement, pour qu'il réponde à leurs revendications, au plus tard en janvier 2017. Un nouveau préavis de grève a été déposé dans ce sens pour le 13 janvier.

Ce qu'on peut souhaiter de mieux pour cette fin d'année 2016 et le début de 2017, c'est que les travailleurs, qu'ils soient du public ou du privé, surmontent les divisions corporatistes et syndicales pour trouver le chemin de l'union.

Ensemble, ils auront encore plus de moyens de faire payer le gouvernement et le patronat !

# Côte d'Ivoire

## *LES FONCTIONNAIRES DISENT NON AUX ATTAQUES CONTRE LEUR RETRAITE*

La réforme de la retraite est au cœur des revendications du mouvement de grève qui secoue la Fonction publique. Son objectif est de faire économiser de l'argent à l'État sur le dos de ses petits retraités. Elle a été votée sans publicité ni tapage il y a quatre ans mais sa mise en œuvre est récente. Elle permet à l'État de se désengager de la CRGAE (Caisse Générale de Retraite des Agents de l'État).

Les premiers retraités qui ont commencé à subir les conséquences de cette nouvelle réforme ont vite compris de quoi il en retournait. Et c'est grâce à eux que d'autres employés de l'État ont pris conscience que ce sont eux tous qui sont visés par cette loi scélérate.

Les réformes principales de cette nouvelle loi concernent le mode de calcul de la pension, le « taux de rendement », les conditions pour bénéficier des pensions pour les veufs ou veuves.
Les salaires des fonctionnaires se calculent grâce à des indices. Ainsi, auparavant c'est l'indice de départ à la retraite le plus élevé qui servait de base de calcul pour la pension. Maintenant c'est la moyenne des indices sur cinq ans qui est utilisée, ce qui diminue forcément le montant de la pension.

De plus, Le taux de rendement est passé de 2% à 1,75% or c'est par ce taux qu'on multiplie le nombre d'années de fonction. Il détermine le pourcentage du salaire en activité qui servira de pension. Une telle baisse du taux de rendement diminue immanquablement le pourcentage de salaire qui servira de pension.

En outre, auparavant, tous les enfants du retraité étaient pris en compte pour la bonification de la pension, quel que soit le nombre d'enfants. Ainsi, s'ajoutait 10% de la pension pour chaque enfant. Cette réforme limite le nombre d'enfants pris en charge à trois. Même les veuves et orphelins ne sont pas épargnés.

Auparavant, le retraité percevait des allocations familiales pour ses enfants, même quand ceux-ci arrivaient à l'âge de la retraite. Ceux qui avaient beaucoup d'enfants percevaient une allocation pour famille nombreuse.

C'est à tout cela que la reforme met fin. Or, à part quelques-uns, la majorité des fonctionnaires de l'État ont de bas salaires. Ce n'était que justice si on leur permettait de survivre une fois parvenus à la retraite. Bien qu'on dise qu'ils ont une pension souvent supérieure à leur salaire, beaucoup d'entre eux vivotent. Mais avec cette réforme, leurs conditions d'existence vont s'aggraver davantage. Voilà pourquoi la colère des petits salariés de l'État est grande.

Ils ont mille fois raison de se battre en se mettant en grève. C'est la seule manière de se faire entendre et de faire ravaler aux dirigeants de ce pays tout leur mépris envers les plus démunis.

**Les prolétaires n'ont pas de patrie**

# Côte d'Ivoire

## *L'ARGENT CIRCULE À FLOT SAUF VERS LA POCHE DES TRAVAILLEURS.*

On assiste aujourd'hui à une ruée des banques sur la zone industrielle de Yopougon. Les terrains vides sont immédiatement occupés par ces établissements financiers. Certaines surgissent au bord de la clôture d'une usine. Ainsi la SGBCI a ouvert une grande agence récemment. La BICICI est présente, la NSIA aussi, de même que DIAMOND BANK et bien d'autres. Ces établissements financiers ne se ruent pas sur cette zone industrielle pour rien. Ils sont attirés par l'odeur des bonnes affaires. Cela signifie que l'argent circule en plus grande quantité et la présence soudaine de toutes ces banques est là pour le prouver.

En effet, Il y a les nouvelles usines qui poussent de toutes parts. Nestlé vient d'ouvrir une nouvelle usine. MONDI vient de terminer son usine d'emballage biodégradable. SOTACI a terminé son unité de production de plafond industriel. Plusieurs autres usines anonymes sortent de terre. Autant dire que les affaires vont bien pour les riches.

## *UNE LEÇON DE SOLIDARITÉ À RETENIR*

À Toumodi, un enseignant a été tabassé par les policiers et écroué au commissariat. C'était sous le prétexte que celui-ci aurait frôlé leur véhicule avec sa moto. Le journal gouvernemental *Fraternité Matin* qui relate ce fait, n'explique pas les raisons de fond qui se cachent derrière. N'y aurait-il pas là, par exemple, encore une histoire de racket ? Toujours est-il que l'enseignant était entre les mains de ses bourreaux quand ces collègues alertés sont venus le libérer, après de « *chaudes explications* » avec les policiers. Ils l'ont ensuite transporté à l'hôpital où il a reçu des soins et un certificat d'indisponibilité de 10 jours. Non contents de leurs forfaits, les policiers l'ont convoqué au commissariat le lendemain.

L'abus de pouvoir est d'autant plus flagrant, qu'il n'y avait aucune trace d'accident, ni sur la moto de l'enseignant, ni sur le véhicule des policiers. Les enseignants ont décidé d'accompagner leur collègue au commissariat, pour répondre ensemble à cette convocation. Les élèves ont aussi répondu présent en se rendant au commissariat pour exprimer leur solidarité.

Du coup, la peur a changé de camp. Les policiers ont appelé leurs collègues gendarmes à leur rescousse. Mal leur en a pris : ils ont été accueillis par des jets de pierres. Il a fallu alors la médiation du préfet pour mettre fin à cette protestation collective.

Voilà, une bonne leçon de solidarité, pour tenir tête aux forces de l'ordre !

**Les prolétaires n'ont pas de patrie**

# Éthiopie

## *ÉTAT D'URGENCE ET RENFORCEMENT DE LA RÉPRESSION*

Depuis que le gouvernement éthiopien a décrété l'état d'urgence, le 9 octobre pour six mois, il a procédé à l'arrestation de plus de 11.500 personnes selon le chiffre officiel. Le nombre réel est certainement plus important. Les personnes sont inculpées d'incitation à la violence, de soutien à des groupes terroristes, de possession illégale d'armes et même de mouvements de grèves interdits sous l'état d'urgence. Les journalistes n'ont pas été épargnés, nombre d'entre eux ont été emprisonnés parce qu'ils n'ont pas le droit d'exercer leur métier librement.

La répression frappe surtout les habitants des régions Oromo, Amhara et Gambella, là où la contestation anti-gouvernementale est la plus forte car depuis plusieurs années les autorités ont vendu des terres aux capitalistes locaux et étrangers en chassant les paysans qui y vivaient. Les autorités leur avaient promis des embauches pour qu'ils deviennent des travailleurs agricoles dans des plantations industrielles. Elles avaient aussi promis des logements à ces paysans mais ceux-ci ont bien vu que ce n'était conforme pas à leur attente ; cela n'a fait qu'augmenter leur colère.

L'Éthiopie compte environ 90 millions d'habitants dont plus de 85% vit de l'agriculture. L'histoire du pays durant ces cinquante dernières années est dominée par les questions relatives à la paysannerie. Déjà du temps du roi Hailé Sélassié, la paysannerie avait une situation désastreuse. De manière générale, tout le long de son règne, les paysans étaient triplement exploités. La terre agricole appartenait à la monarchie, une partie était donnée à l'église, une autre au seigneur de la région. Le paysan était obligé de donner une fraction de sa récolte au représentant local du roi, une au gouverneur du coin et une troisième aux représentants de l'Église. En général il n'avait pas de réserve mais juste de quoi ne pas mourir de faim. De ce fait, il ne pouvait pas affronter les dégâts causés par la moindre intempérie. C'est ainsi que la sécheresse des années 1980 fit un million de morts sur huit millions de personnes touchées. Cela précipita, entre autres, la chute du roi. Le régime qui lui succéda, réalisa une réforme agraire bouleversant le monde paysan. Il décréta que la terre n'appartiendrait plus à la monarchie, ni à l'Église mais à l'État et que ceux qui la travailleraient pourraient en disposer. Ainsi, des associations de paysans attribuèrent à ceux qui le demandaient le droit d'usage sur les terres dans la limite de 10 hectares par foyer.

*Un nouveau quartier d'Addis-Abeba, où des buildings «high tech» remplacent peu à peu les bidonvilles*

Depuis vingt-cinq ans, y compris sous le nouveau régime de Meles Zénaoui, la terre appartient toujours à l'État et ne peut être ni vendue ni échangée et les paysans ont droit de la cultiver gratuitement. Mais la nouveauté, c'est que l'État peut les exproprier contre une compensation égale à la valeur du bien. C'est ainsi que pour les besoins d'infrastructures nouvelles (routes, lignes de tramway, etc.), pour la construction d'immeubles modernes, le gouvernement a procédé à la confiscation des terres des occupants locaux en échange d'une certaine somme d'argent, tout juste suffisante pour se faire construire un petit logement loin du centre-ville. Pour la petite bourgeoisie, l'État a construit des immeubles un peu semblables aux HLM qu'on peut voir autour

d'une ville comme Paris. Ceux qui ont quelques moyens peuvent s'acheter un appartement avec des facilités de payement.

Dans la campagne, la situation a complètement changé surtout dans les régions très fertiles, là où il y a beaucoup d'agriculteurs et d'éleveurs. Le gouvernement a fait des propositions alléchantes aux paysans pour s'accaparer de très grandes surfaces de terres afin de les louer à des capitalistes étrangers. Les paysans se sont rendu compte qu'ils se sont fait berner, mais les promoteurs agricoles se sont bien installés sous la protection de la police et de l'armée pour pratiquer l'agriculture industrielle.

Les chiffres donnés par les organismes internationaux sont édifiants. Selon une étude datée de 2013, pour ne citer que quelques exemples, l'Inde a loué une surface de 1.221.000 hectares, l'Allemagne 206.000 hectares, Israël 168.000 hectares, l'Arabie Saoudite 140.000 hectares et les États-Unis 121.000 hectares. Toutes ces surfaces sont destinées à diverses cultures : agro-carburant, céréales, canne à sucre, fleurs, thé, etc.

La plupart des paysans ont été chassés par la police et l'armée. Des centaines de milliers ont été ainsi contraints d'émigrer vers des régions peu fertiles, ou sont venus gonfler les villes des régions Oromo, Amhara et Gambella.

Le mécontentement s'est accentué depuis un an à cause d'un sentiment d'oppression ethnique ressenti par une partie de la population. Le gouvernement est tenu par des dirigeants issus de l'ethnie minoritaire des Tigréens (6% de la population totale) alors que les Oromos et Amharas en constituent 60%). La répression violente de la contestation qui a fait plusieurs centaines de morts a envenimé la situation. L'état d'urgence a été un prétexte pour inculper des dizaines de milliers de personnes et maintenir toute la population sous une dictature plus féroce.

Le mécontentement est loin de s'arrêter, les manifestations continuent dans les villes Oromo et Amhara où il y a un commencement de résistance armée éparpillée. Pour l'instant, ces mouvements se font entendre surtout en Europe et aux États-Unis. Ils prétendent avoir l'ambition de créer une organisation représentant l'ensemble de la population du pays. Au vu de leurs déclarations, ils veulent instaurer un État démocratique bourgeois. Dans cette situation on ne parle pas du tout des travailleurs. Ceux-là ont tout intérêt à construire leur propre organisation, au delà des différences ethniques et religieuses, pour promouvoir leurs propres intérêts.

# Madagascar

## *SOMMET DE LA FRANCOPHONIE À MINIMA ET DANS L'INDIFFÉRENCE DE LA POPULATION*

Ce sommet qui menaçait de ne pas se tenir à cause de l'indifférence et de l'antipathie d'une partie de la population de la capitale, a finalement eu lieu. Il n'a duré que deux jours contrairement au précédent sommet qui avait duré une semaine à Dakar, au Sénégal. De nombreux chefs d'États de l'espace dit francophone n'ont pas fait le déplacement à Antananarivo.

Durant la période qui a précédé ce sommet le gouvernement a fait détruire des habitations et des boutiques tenues par des commerçants pauvres, situées le long de la route qui mène vers le complexe hôtelier

*Hollande en compagnie de quelques sommités de la francophonie à Antananarivo*

appelé « *village de la francophonie* ». Les riverains ne se sont pas laissé évacuer de gaîté de cœur et leur mobilisation en vue d'obtenir des dédommagements est toujours en cours.

Les véhicules pousse-pousse tirés par des êtres humains ainsi que les charrettes à zébus ont été interdits à la capitale durant le sommet et la mesure continue de s'appliquer sans que les personnes qui en tirent leur subsistance ne touchent aucune sorte de compensation.

L'État malgache a touché une certaine somme d'argent de la part des grandes puissances comme la France et le Canada pour l'aménagement de quelques tronçons de routes et la construction de salles de conférence. La population pauvre n'a certainement pas trouvé son compte dans les discours creux parlant de « *croissance partagée et développement responsable* ».

Quant à François Hollande, ce n'est certainement pas par amour de la langue française qu'il a participé à ce sommet accompagné de nombreux patrons, mais pour y défendre les intérêts des capitalistes français. Il a fait son cinéma en rendant hommage aux victimes de la répression coloniale devant le monument érigé en la mémoire de cette insurrection indépendantiste de 1947. À cette époque Madagascar était une colonie française et le gouvernement français était alors à direction socialiste.

Pendant ce temps dans l'extrême sud du pays, au moins un million de personnes sont menacées de famine grave si la sécheresse continue comme les années précédentes. Malgré la sonnette d'alarme tirée par la FAO, les pouvoirs publics et les grandes puissances continuent de faire comme si de rien n'était.

# Cuba

## *LES DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES ET LEUR HAINE CONTRE FIDEL CASTRO*

Fidel Castro est décédé le 25 novembre dernier à l'âge de 90 ans. Il a été le principal dirigeant de la révolution cubaine qui a renversé le régime dictatorial et proaméricain de Fulgencio Batista, le 1er Janvier 1959. Castro a dirigé l'État cubain jusqu'en 2006. C'est son frère Raul, lui aussi dirigeant de la première heure de la révolution cubaine, qui le remplaça à la tête de l'État. Les principaux dirigeants des pays occidentaux, à commencer par Obama et son futur remplaçant Trump mais aussi Hollande et consorts, ont boudé la cérémonie des funérailles de Castro. Eux et leurs grands médias anticommunistes qui font l'opinion ont saisi l'occasion pour déverser, une fois de plus, leur haine contre le régime castriste.

Ils se placent comme des champions en matière de « *droits de l'homme* » et reprochent à Castro d'avoir été un dictateur qui aurait dirigé son pays en terrorisant son

peuple. Mais ce sont ces mêmes dirigeants impérialistes qui font des salamalecs aux émirs et aux rois des pays du Golfe persique qui comme on le sait sont des références en matière de droits humains ! Faut-il rappeler qu'en Arabie Saoudite, le principal allié des pays riches dans le Moyen Orient, les femmes n'ont pas encore le droit de vote, pas le droit de conduire une voiture, pas le droit de sortir sans être accompagnée par un membre masculin de la famille et sont lapidées en cas d'adultère ?

Les dictateurs africains peuvent être accueillis à bras ouverts au palais de l'Elysée ou à la Maison Blanche et sont affublés de titre de « *démocrates* » ou de « *bonne gouvernance* » parce qu'ils sont des alliés fidèles de leurs maîtres de Paris ou de Washington.

A-t-on jamais entendu par exemple Hollande ou ses prédécesseurs dénoncer à vive voix le pouvoir mauritanien qui emprisonne jusqu'à nos jours les militants anti-esclavagistes ? Ils ont toujours gardé le silence sur la perpétuation de l'esclavage dans ce pays qui fut une des colonies françaises en Afrique. Les dirigeants de l'impérialisme nord-américain font de même avec les dictatures sud-américaines. Ils avaient soutenu par exemple le régime sanguinaire de Pinochet au Chili après l'avoir aidé à renverser Salvador Allende par un coup d'État en 1973.

Ils ont une aversion particulière contre le régime cubain parce que celui-ci, malgré le blocus, malgré les pressions et les tentatives de coups de forces, ne s'est jamais plié à leurs désidératas. Les dirigeants du monde impérialiste, et plus particulièrement ceux des États-Unis, ex-puissance dominatrice de Cuba du temps du dictateur Batista, n'ont jamais toléré que Cuba échappe à leur domination économique et politique. Près de 58 ans après l'insurrection populaire qui a porté Fidel Castro au pouvoir, leur haine est encore vivace à l'encontre du régime castriste.

L'embargo qui dure depuis plus d'un demi-siècle et les pressions de toutes sortes que l'impérialisme nord-américain continue d'exercer sur l'État cubain font souffrir la grande majorité de la population de ce petit pays. Il est obligé, faute de ravitaillement, de rationner la nourriture et de contourner le blocus comme il peut, notamment grâce à l'aide de l'URSS jusqu'au début des années 1990.

*Le 8 janvier 1959, Fidel Castro et ses partisans sont accueillis avec enthousiasme à La Havane*

Mais malgré cela, ce petit pays a tenu bon. Selon le classement du Fond monétaire international (FMI) de 2016 (pour l'année 2015), Cuba est au 67ème rang sur 188 pays en Produit intérieur brut (PIB). Il est au 33ème rang en espérance de vie et 30ème en matière d'éducation. Selon certains spécialistes, il serait même devant les États-Unis dans le domaine de la mortalité infantile. Cuba exporte ses médecins en Haïti et en Afrique, particulièrement en Angola et au Mozambique. C'est aussi dans ces deux pays africains (anciennes colonies portugaises) que les soldats cubains ont aidé le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) et le FRELIMO (Front de libération du Mozambique) lorsqu'ils luttaient pour l'indépendance de leur pays. C'était à l'époque de la « *Guerre froide* » qui opposait le bloc occidental et l'URSS. Les pays occidentaux, les USA en tête et leurs alliés sud-africains tenants de l'apartheid,

soutenaient militairement les mouvements nationalistes anti-communistes. 5000 soldats cubains ont trouvé la mort en Angola en participant aux combats auprès du MPLA, alliés de l'URSS.

L'impérialisme américain continue de punir Cuba pour tout cela, il continue aussi de le punir pour avoir voulu encourager des insurrections paysannes dans leur chasse gardée de l'Amérique latine.

Aujourd'hui, après tant d'années d'embargo nord-américain, le peuple cubain est au bord de l'asphyxie mais il continue de soutenir majoritairement le régime castriste, en témoignent les centaines de milliers de gens qui sont venus participer aux funérailles de Castro pour lui rendre un dernier hommage. Rien que cela est une claque pour les dirigeants de la plus grande puissance impérialiste mondiale que sont les États-Unis.

# Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.